



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

| Nombre de Membres | | |
|---|-------------|---|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 61 |

Objet de la
délibération:
**Sainte-Barbe -
Finalisation des
acquisitions
foncières -
Ministère de la
Défense**

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

Dans le cadre de l'aménagement du quartier Sainte-Barbe, la Communauté d'Agglomération Dracénoise doit se porter acquéreur de terrains appartenant au Ministère de la Défense.

Ces terrains sont éminemment stratégiques pour permettre la réalisation du projet pour lequel la Commune de Draguignan et la Communauté d'Agglomération se sont positionnées pour un programme à vocation économique, en parfaite cohérence avec le Plan d'Aménagement et de Développement Durables du Schéma de Cohérence Territoriale.

Ainsi, par délibération en date du 26 juin 2014 (n°C_2014_11 0), le Conseil d'Agglomération a approuvé l'acquisition auprès du Ministère de la Défense des terrains suivants, situés sur la ZAC Sainte-Barbe à Draguignan :

- La parcelle cadastrée section BD n°83 d'une contenance totale de 5 804 m² ;
 - La parcelle cadastrée section BD n°84 d'une contenance totale de 6 318 m² ;
 - La parcelle cadastrée section BD n°175 d'une contenance totale de 20 250 m² ;
 - La parcelle cadastrée section BD n°157 d'une contenance totale de 14 460 m² ;
 - 2 410 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section BE n°659.
- Soit un total à acquérir d'environ 49 242 m².

Conformément aux articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), cette acquisition doit être précédée d'une évaluation de France Domaine.

Dans un avis rendu par France Domaine le 26 juin 2014 (n°2014- 050V1155), le service de l'Etat n'a pas mentionné, dans l'évaluation, le coût de la réfection de la clôture sur environ 650 mètres linéaires qui devait être évalué en plus du prix effectivement payé par la Communauté d'Agglomération.

Ainsi, cet avis a été rendu uniquement sur le prix numéraire (284 000 €) sans mention du dédommagement en nature, à savoir la réfection de la clôture.

Or, dans le même temps, le Conseil d'agglomération a délibéré le 26 juin 2014 sur le fondement de cette évaluation de France Domaine qui ne mentionnait pas le coût de la réfection de la clôture.

Aujourd'hui, il convient donc d'annuler la délibération susvisée du 26 juin 2014 et de déterminer les conditions réelles de la vente entre le Ministère de la Défense et la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

La Communauté d'Agglomération va donc se porter acquéreur des parcelles citées précédemment en contre partie :

- Du paiement de 284 000 € prix net vendeur ;
 - De la réfection de 650 ml environ de clôture, travaux estimés ce jour à 279 000 € TTC.

Ces conditions sont conformes à l'avis rendu par France Domaine le 7 juin 2015 n°2015-050V1099, dans lequel l'ensemble immobilier a une valeur vénale égale à 563 000 € répartie comme suit :

- 284 000 € à titre de paiement
- et des travaux de clôture évalués à environ 279 000 €.

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission urbanisme en date du 1er décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Annuler la délibération n°2014-110 du 26 juin 2014 ;
- Autoriser la Communauté d'Agglomération Dracénoise à acquérir auprès du Ministère de la Défense l'ensemble immobilier susvisé aux conditions évoquées ci-dessus (284 000 € et réalisation d'une clôture sur 650 ml environ) et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer tout document afférent à cette opération et notamment l'acte de vente ainsi que l'engagement d'acquérir ;
- Dire que la réitération de l'acte de vente s'effectuera par acte administratif effectué par France Domaine ;
- Dire que les frais et charges (dont les frais de clôture précités) en sus du prix de vente seront à la charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ;
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute subvention liée à l'objet de la présente délibération auprès de l'état, la Région, le Département et tout autre partenaire et à signer les documents s'y rapportant.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 60 voix pour
1 abstention(s) :
Thierry RUDNIK
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.